



# **LES ACTEURS ÉCONOMIQUES, ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL**

## **RECUEIL D'EXPÉRIENCES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DU GRAND EST**

**OCTOBRE 2018**



Observatoire  
régional  
de l'intégration  
et de la ville

Centre de ressources  
Grand Est

# PRÉSENTATION DE L'ORIV

**L'ORIV (Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville) assure la fonction de Centre de Ressources**, dans les domaines de la politique de la ville, de l'intégration et de la lutte contre les discriminations, **sur la région Grand Est**.

Créé en 1992 autour des enjeux d'intégration des populations immigrées en Alsace, il a été **reconnu comme Centre de Ressources politique de la ville en 1998**. En 2009, l'ORIV a déployé ses activités en Lorraine, en lien avec une structure associative locale, le Carrefour des Pays Lorrains devenu depuis Citoyens et Territoires - Grand Est. Dans le cadre de la réforme territoriale mise en œuvre en 2016, l'ORIV a étendu son périmètre d'intervention à la Champagne-Ardenne devenant ainsi centre de ressources politique de la ville pour l'ensemble de la région.

Concernant la politique de la ville, l'équipe salariée de l'ORIV est donc amenée à travailler sur un territoire comptant 40 contrats de ville (8 en Alsace, 11 en Champagne-Ardenne et 21 en Lorraine) et 116 Quartiers prioritaires de la politique de la ville (31 en Alsace, 34 en Champagne-Ardenne et 51 en Lorraine).

Conformément au cadre de référence national établi par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires, les missions de l'ORIV consistent à :

- 1. Contribuer à l'animation technique des réseaux de professionnels-les**
  - Concrètement, il s'agit de permettre le partage d'information sur les sujets liés à la politique de la ville, la co-élaboration d'outils, la diffusion d'outils ou de pratiques, la mise en réseau...
- 2. Accompagner la montée en compétences des acteurs locaux**
  - Cela passe par l'organisation de temps d'échanges (journée de travail, cycle de plusieurs séances sur un même sujet, séminaire...), de temps formatifs...
- 3. Capitaliser et diffuser les retours d'expériences**
  - Cela se traduit par un travail de veille, de mise en commun des connaissances, de formalisation des enjeux et des enseignements...

Pour mener à bien ses missions, le Centre de Ressources bénéficie en particulier de crédits de l'État (émanant notamment du CGET et gérés à l'échelle régionale par la DRDJSCS). Les actions territorialisées peuvent donner lieu à co-financement, en particulier des collectivités locales concernées.

La réalisation de ce recueil s'appuie sur un travail partenarial avec l'équipe de Citoyens et Territoires. Il a été porté plus particulièrement par Johan CHANAL et Delphine STOQUERT (Citoyens et Territoires) et Caroline OBERLIN (Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville).

# SOMMAIRE

PRÉSENTATION DE L'ORIV .....	P 2
PRÉSENTATION DU RECUEIL .....	P 4
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE LA VILLE .....	P 5
CHOIX MÉTHODOLOGIQUES .....	P 5
DES INTÉRÊTS CONVERGENTS .....	P 6
ÉLÉMENTS D'ANALYSE .....	P 7
EXPÉRIENCES .....	P 9
100 chances 100 emplois dans le Grand Est .....	P 10
2 700 jeunes créent leur mini-entreprise dans le Grand Est .....	P 12
Accompagnement des publics vulnérables en bureau de poste dans le Grand Est .....	P 14
Activités rémunérées à la carte (ARC) à Strasbourg .....	P 16
Une AMAP solidaire à Verdun : La Cascade .....	P 18
Le Café contact de l'emploi à Strasbourg, et partout en France .....	P 20
Le Citéslab de l'agglomération de Troyes .....	P 22
Le Collège de Metz-Borny déploie des liens avec les entreprises locales .....	P 24
Créer, agir, réaliser, échanger... c'est le CARE dans les quartiers ouest de Strasbourg .....	P 26
Les Déterminés passent par Vandoeuvre .....	P 28
La Mission locale de Reims labellisée diversité .....	P 30
Des Mobilités bien huilées dans les Ardennes .....	P 32
Le P'tit Plato sur le plateau de Haye, à Nancy .....	P 34
Nos Quartiers ont des talents dans le Grand Est .....	P 36
Des Rallyes pour trouver un emploi dans le Grand Est .....	P 38
Simplon à Charleville-Mézières .....	P 40
La SNCF Grand Est se tourne vers les QPV .....	P 42
SWITCH met le contact sur les quartiers de l'Eurométropole de Strasbourg .....	P 44
Une Table de commerçants-es au quartier Franklin-Fridolin, à Mulhouse .....	P 46
Vers un Réseau d'Achats en Commun, en VRAC dans les quartiers de Strasbourg .....	P 48
ANNEXES .....	P 51
BIBLIOGRAPHIE .....	P 52
SITOGRAPHIE .....	P 53
REMERCIEMENTS .....	P 54

## PRÉSENTATION DU RECUEIL

La question du développement économique dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) est à la fois d'actualité et ancienne.

Chez les acteurs de la politique de la ville, la dimension économique est pourtant souvent méconnue et limitée dans son acception aux enjeux de l'insertion professionnelle et de l'emploi, de la création de zones d'activités ou de Zones Franches Urbaines-Territoires entrepreneurs, ou encore à l'accompagnement à la création d'entreprise pour les habitants-es des QPV. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette méconnaissance : une réelle complexité à articuler des politiques publiques (très) distinctes, des outils et des réseaux d'acteurs différents, une multiplicité d'interlocuteurs aux cultures professionnelles éloignées. Bien que la politique de la ville et le développement économique soient aujourd'hui deux compétences intercommunales obligatoires<sup>1</sup>, beaucoup reste à faire pour les décloisonner et les articuler au mieux.

Parler de développement économique dans les QPV ne consiste pas seulement à y développer des actions visant à favoriser l'emploi, c'est aussi **considérer les acteurs économiques comme des acteurs à part entière de la politique de la ville**, dans la mesure où ils participent au développement du territoire. Les acteurs économiques peuvent être pourvoyeurs d'une offre de services, agir en faveur de l'employabilité des personnes, financer des actions, contribuer au développement économique des quartiers... Ils participent également au développement social de ces territoires par le développement de réseaux de connaissance, d'occasions d'échanges, d'accueil en stages, en immersions, en visites, ou encore en développant des formes de solidarités et de partages, de financements et d'interventions, de sensibilisation et d'apprentissages.

Inversement, les acteurs « classiques » de la politique de la ville (associations, acteurs sociaux, services dédiés des collectivités et de l'Etat...) sont aussi, à différents égards, des acteurs du monde économique, de par les emplois, les services, les richesses qu'ils créent.

Notre volonté à travers ce recueil est de **rendre visible la diversité des mobilisations des acteurs économiques** au service des habitants-es des quartiers prioritaires, de mettre en évidence les possibilités de coopérations entre ces derniers et les acteurs de la politique de la ville. Il donne à voir, sans volonté d'exhaustivité, ni d'exemplarité, des expériences menées dans le Grand Est, reposant sur une contribution active du monde économique. Aussi, nous gageons qu'il suscite des envies, de nouveaux projets et de futures coopérations fructueuses. Nous espérons que ce recueil sera très vite enrichi de nouvelles expériences et donnera lieu à la création d'une banque de projets.

Ce recueil s'adresse :

- À tous-tes les intervenants-es de la politique de la ville (agents-es des collectivités et des services de l'Etat, élus-es et décideurs publics, responsables d'associations, membres de conseils citoyens,...) dont leurs fonctions impliquent certaines compétences particulières (animer, mobiliser, faire réseau, dynamiser, associer...). Nous souhaitons que cet outil alimente et stimule l'agilité professionnelle requise pour s'engager sur ce type d'expériences.
- À tous-tes les acteurs-trices du monde économique (entreprises, acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, chambres consulaires, services dédiés des collectivités et de l'Etat...), convaincus que ces quelques expériences leur donneront des idées et l'envie de se lancer, eux aussi, dans de telles aventures.

<sup>1</sup> Hormis pour les communautés de communes

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE DE LA VILLE

Les contrats urbains de cohésion sociale (2007-2014) comprenaient déjà un pilier consacré au développement économique, à l'emploi et à l'insertion. Du fait de la réforme de la politique de la ville (2014), cet enjeu a été renforcé et enrichi dans les contrats de ville (2015-2020) par de nouvelles dispositions visant à mobiliser les acteurs de la sphère de l'économie, du monde entrepreneurial. Cette volonté est affichée et déployée par les autorités nationales. Elle s'est traduite par différentes dynamiques en lien avec les entreprises : conventionnements, interventions de la Banque Publique d'Investissement (BPI), incitations financières, signature des contrats de ville par les chambres consulaires... et plus récemment avec le PaQte et la signature de conventions avec les entreprises.

Le sujet du « développement économique » reste large et ses objectifs nécessitent d'être clarifiés localement. Il peut s'agir de :

- Renforcer la mixité fonctionnelle sur un territoire,
- Créer des emplois dans les QPV pour les habitants-es par des entreprises venant « de l'extérieur »,
- Créer de l'activité et des emplois pour des personnes peu qualifiées, en-dehors des périmètres du QPV,
- Permettre aux habitants-es des QPV de créer leur propre activité (dans une logique d'auto-emploi),
- Apporter des services aux habitants-es (commerces de proximité par exemple),
- ...

En fonction des objectifs poursuivis, les modalités d'action sont très différentes et nécessitent des moyens adaptés. L'articulation des échelles de territoire (du quartier à l'EPCI, voire au bassin d'emploi) et des politiques publiques concernées, supposent donc une vigilance particulière.

## CHOIX MÉTHODOLOGIQUES

Le repérage des actions figurant dans ce recueil s'est fait par le biais de personnes ressources<sup>2</sup>. **Ce repérage n'est nullement exhaustif de l'ensemble des actions menées sur les 116 quartiers prioritaires de la Région.** Il n'a pas non plus de volonté d'exemplarité. Il nous semblait intéressant de mettre en avant des expériences singulières, qui peuvent être « inspirantes » pour les acteurs soucieux de favoriser le développement territorial au bénéfice des habitants-es.

Nous avons également fait le choix de ne pas axer ce recueil sur la présentation de dispositifs tels que les clauses sociales, les emplois francs (récemment revisités), les aides aux entreprises pour l'embauche, ni même les Zones Franches Urbaines-Territoires entrepreneurs... **Nous avons souhaité mettre l'accent sur les projets et les dynamiques développés sur les territoires.**

<sup>2</sup> Agents-es des Unités Territoriales de la DIRECCTE, délégués-es du Préfet, chefs-fes de projet politique de la ville ou développement économique, acteurs-trices économiques, etc.

Enfin, nous avons opté pour des initiatives potentiellement et partiellement transférables d'un territoire à l'autre. Certaines expériences le sont sans nécessiter des moyens spécifiques ou importants, ni des conditions de mise en oeuvre conséquentes. D'autres nécessitent des dynamiques locales préexistantes ou des moyens financiers conséquents, sachant que les alliances entre structures mises en oeuvre à l'échelle d'un territoire peuvent s'imaginer ailleurs sous des formes différentes.

Pensé pour être incitatif, ce recueil se limite à la « partie émergée » de ces expériences, dont il convient donc de ne pas sous-estimer les présupposés, les contextes, les étapes, les moyens, et parfois, les encombres ou les écueils. C'est la raison pour laquelle nous renvoyons vers des personnes référentes. N'hésitez pas à prendre contact avec elles pour en savoir plus. Ce recueil sera enrichi de nouvelles expériences sur la plateforme qui verra le jour sur le site Internet de l'ORIV.

## DES INTÉRÊTS CONVERGENTS

Au-delà des actions elles-mêmes, la mobilisation de tel ou tel acteur repose sur l'intérêt qu'il trouve dans l'action portée. Il nous a semblé pertinent d'identifier ces leviers car ils sont également constitutifs de l'action.

Outre leur éventuelle philanthropie, les besoins des acteurs économiques croisent fréquemment les champs d'action des acteurs de la politique de la ville et ce pour diverses raisons :

- Développement, implantation d'entreprises : de nombreux quartiers offrent des conditions inégalables pour certaines activités économiques comme la facilité d'accès (autoroutes, voies urbaines...), le groupement géographique de nombreux acteurs économiques (partenaires, services dédiés, associations, mutualisations...), le niveau d'équipements (services proches, aménagements de qualité...), des déductions fiscales (ZFU – Territoires entrepreneurs...).
- Recrutement : besoins de compétences, de ressources humaines. Les QPV comptent aussi nombre d'habitants-es sans emploi ou en situations d'emplois sous-payés-es, sous-qualifiés-es. Ces derniers-ières représentent autant d'opportunités et de matière grise employable.
- Transmission, tutorat et parrainage : pour beaucoup d'acteurs économiques, la dimension de l'entraide, du tutorat, du partage d'expérience et de réseaux sont des éléments importants, tantôt dans une unique logique de transmission des savoirs, tantôt dans un souci de pérennisation de l'activité.
- Responsabilité sociétale des entreprises (RSE) : de nombreuses entreprises sont sensibles à cette dimension (pour les plus grandes c'est même une obligation), qui peut se définir comme « la responsabilité des entreprises vis-à-vis des effets qu'elles exercent sur la société »<sup>3</sup>. Pour ce faire, elles s'inscrivent dans des démarches de développement durable (écologie, social, économie) et développent des actions de parrainage, valorisent des politiques d'insertion...

- Communication : elle relève d'une dimension transversale, qui croise RSE, recrutement, développement... La communication constitue un des piliers de la pérennité des entreprises et s'appuie de plus en plus sur une volonté de diffuser une image en cohérence avec leur environnement social et les enjeux de société.

## ÉLÉMENTS D'ANALYSE

La méthodologie retenue pour la réalisation de ce recueil rend difficile l'exercice d'analyse transversale, puisque l'enjeu était de mettre en avant la singularité de chaque action et leur impact sur les territoires. Pour autant certains éléments ont retenu notre attention.

Les actions figurant dans ce recueil peuvent se classer en trois grandes catégories :

- celles visant à proposer l'accès à des biens ou des services (La Poste, VRAC, Garage solidaire de l'ARENAM...)
- celles visant à accompagner les publics éloignés de l'emploi (Rallyes pour l'emploi, Simplon, Café contact de l'emploi...)
- celles visant à renforcer ou créer des liens avec le monde de l'entreprise (Activités Rémunérées à la Carte, Les Déterminés, Nos Quartiers ont du Talent...)

Nous ne souhaitons néanmoins pas limiter la richesse et la diversité des actions à ces trois catégories. Toutes ces actions se caractérisent par leur ancrage territorial. Chacune répond à des besoins spécifiques, identifiés localement.

Les acteurs économiques sont des acteurs du développement territorial, le plus souvent en dehors des logiques de programmation ou de dispositifs publics. De par leurs caractéristiques sociodémographiques (niveaux de formation, difficulté à accéder au marché de l'emploi, faibles revenus...), les habitants-es des quartiers prioritaires sont bénéficiaires de ces différentes actions. Pour autant, elles ne sont pas toutes spécifiquement ciblées sur les QPV ou ne se limitent pas à ce périmètre géographique. De même, les actions présentées ici ne recourent pas nécessairement à des financements dans le cadre des programmations des contrats de ville.

Enfin, il convient de souligner le rôle des réseaux dans leur capacité à mobiliser différents acteurs dans le montage et la réalisation de ces actions : réseaux d'entreprises, réseaux de dirigeants-es, réseaux de partenaires (publics-privés), etc. Ce recours au réseau souligne l'importance du travail en inter-acteurs. Au-delà de la volonté de dépasser ses pratiques habituelles, il est nécessaire de disposer de lieux où se rencontrer, échanger, permettre la mise en lien pour concevoir d'autres types d'actions et construire de nouveaux partenariats.

Nous espérons que ce recueil et la version en ligne seront rapidement enrichis de nouvelles expériences !



## EXPÉRIENCES DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DU GRAND EST

# 100 CHANCES 100 EMPLOIS DANS LE GRAND EST



L'ambition de 100 Chances 100 Emplois est de favoriser l'accès à l'emploi et à la formation qualifiante par un processus qui repose sur quelques principes majeurs. Le premier est de rassembler les acteurs publics, les acteurs de l'emploi et les entreprises d'un même bassin d'emploi dans une démarche commune d'insertion. Le deuxième est d'accompagner les jeunes adultes (18-30 ans) jusqu'à l'emploi durable. Ces principes s'articulent et permettent de fédérer les acteurs autour de parcours individualisés. Enfin la lutte contre les discriminations constitue une préoccupation permanente.

Des jeunes motivés-es, de 18 à 30 ans, issus-es des QPV et identifiés-es par la mission locale, accèdent à un sas de formation dispensée par Les Entreprises Pour la Cité (LEPC) : CV-lettre de motivation-connaissance de soi- connaissance du marché de l'emploi- préparation à l'entretien d'embauche-coaching par des entreprises.

Des entreprises sont mobilisées autour de l'évaluation de la pertinence du projet professionnel des jeunes et de leurs motivations. Elles mettent en place un parrainage et une fois par mois, l'ensemble des entreprises engagées se réunit pour échanger autour des besoins des jeunes et les aider à une meilleure intégration professionnelle.

## Enjeux

- Pour les jeunes, favoriser leur intégration professionnelle sur leur territoire grâce à un réseau d'entreprises (accès à un CDD de plus de 6 mois, un CDI ou une formation qualifiante).
- Pour les entreprises, développer de manière efficace leur responsabilité sociétale, en s'appuyant sur le réseau LEPC.

## Éléments de contexte

100 chances-100 emplois est un programme national porté au départ par Schneider Electric, initié pour la première fois en 2004 à Châlons sur Saône. Il est développé en 2013 en Alsace en co-pilotage avec l'Alsacienne de Restauration (groupe ELIOR) et les Missions Locales du territoire. Des expériences ont aussi plus récemment débuté sur Metz et Longwy.

Sur le bassin d'emploi de Strasbourg, 142 jeunes ont été intégrés-es dans le dispositif depuis août 2013. 66 personnes (dont 41 parrains/marraines) représentent aujourd'hui 40 entreprises mobilisées dans le dispositif.

Depuis plus de trente ans, le réseau LEPC se veut être à la pointe de l'innovation sociale, de la co-construction et de la mise en réseau, au bénéfice des transformations sociales. LEPC travaille essentiellement sur les questions d'éducation à l'emploi, de diversité et de management inclusif, de mécénat et d'investissements citoyens.



## À noter

LEPC est un levier idéal pour la rencontre des acteurs de la politique de la ville avec le monde de l'entreprise, en vue de faire réseau sur les territoires du Grand Est.

## Pour aller plus loin :



**Christine ALVES, Directrice - Alsace**  
4, avenue de la liberté - 67 000 Strasbourg  
christine.alves@reseau-lepc.fr  
03 88 32 00 24 - 07 76 84 43 40  
www.reseau-lepc.fr



**Alsacienne de Restauration :**  
www.alsaciennederestauration.fr





# 2 700 JEUNES CRÉENT LEUR MINI-ENTREPRISE DANS LE GRAND EST



La Mini Entreprise-EPA est un programme pédagogique de création d'entreprise proposé par l'association EPA (Entreprendre Pour Apprendre) qui s'adresse aux élèves inscrits-es au collège, au lycée, en structure d'insertion et en centre de formation. Durant une année scolaire complète, les jeunes accompagnés-es par EPA, créent une entreprise qui fonctionne comme une société anonyme ou une société coopérative. En tant que mini-entrepreneurs, ils-elles y ont chacun un rôle et des responsabilités réparties par leurs soins. Ils-elles conçoivent, produisent et commercialisent un produit ou un service, et en assument la gestion administrative et financière.

En s'engageant dans un tel projet, ces entrepreneurs en herbe travaillent en équipe et en autonomie et découvrent différentes étapes et facettes de la vie d'une entreprise : savoir-être en groupe, prise de décision, écoute, audace... tout en découvrant un domaine d'activité (ressources humaines, vente, marketing, logistique, ...) auprès d'un-e professionnel-le qui apporte son expertise.

## Enjeux

- ◆ Pour les participants-es, découvrir la création d'entreprise et s'y confronter de manière concrète, « en faisant ».
- ◆ Pour les acteurs économique, transmettre leur culture professionnelle, partager leur savoir-faire et former les entrepreneurs de demain.

## Éléments de contexte

EPA est une association qui oeuvre auprès d'établissements scolaires et de structures d'insertion pour développer l'esprit d'entreprendre. Elle développe des outils pédagogiques, supports fournis « clés en main » dont la Mini Entreprise-EPA (mais aussi Ma Commune-EPA, Start-Up-EPA ou Innov'-EPA), au service des équipes pédagogiques d'établissements scolaires, situés ou non en QPV.

Pour l'année 2017-2018, 160 Mini Entreprises-EPA (dont une vingtaine en QPV) et 24 journées Innov-EPA ont été développées sur le Grand Est. La contribution financière pour participer à une telle action est de 300 € par établissement scolaire.

Durant tout le projet, les mini-entrepreneurs s'appuient sur un parrain/une marraine, professionnel-le du monde de l'entreprise, qui enrichit le projet de sa propre expertise.

## À noter

Ces actions reposent d'abord et avant tout sur la volonté des équipes pédagogiques des établissements scolaires. La présentation des projets de mini-entreprises est l'occasion d'ouvrir l'établissement aux acteurs locaux.



Notre Commune-EPA est un outil de découverte du territoire destiné aux enfants du CM1 à la 6ème.



Innov'EPA permet aux jeunes de vivre une première expérience à la rencontre d'entrepreneurs durant une journée.



Start up permet aux jeunes (post-BAC) de créer et gérer concrètement une entreprise.

## Pour aller plus loin :



**Cécile HERRMANN**

**Directrice Grand Est**

c.herrmann@epa-grandest.fr

09 81 00 69 39

[www.epa-grandest.fr/nos-outils/mini-entreprise-epa.html](http://www.epa-grandest.fr/nos-outils/mini-entreprise-epa.html)



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

# ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS VULNÉRABLES EN BUREAU DE POSTE DANS LE GRAND EST



Au titre de l'amélioration de sa présence territoriale et du déploiement d'un service public de qualité accessible à tous-tes, les Commissions Départementales de Présence Postale Territoriale (CDPPT) disposent d'un budget afin, notamment, d'aider les publics en fragilité dans les bureaux de poste situés au sein des Quartiers de la Politique de la Ville.

C'est dans ce cadre que La Poste finalise des partenariats avec des associations de terrain présentes dans les QPV du Grand Est pour développer, au sein de ses bureaux, des services : de médiation sociale, d'accompagnement administratif, d'interprétariat, de sensibilisation, de prévention, ou encore de pédagogie bancaire.

Les associations sont ainsi présentes physiquement dans les bureaux de poste, lors de permanences, en particulier durant les jours de versement des prestations sociales.

## Enjeux

- ◆ Favoriser l'accessibilité aux services bancaires et postaux pour tous-tes, en accompagnant les plus en difficulté, notamment lors de l'utilisation des automates ou dans différentes démarches et opérations.
- ◆ Créer ou recréer du dialogue entre les clients-es et les postiers-ières, et réduire les incivilités au sein des bureaux de poste (barrage de la langue, appréhension des automates...).

## Éléments de contexte

Les premiers partenariats mis en place dans le Grand Est ont été déployés en 2011 à Revin dans les Ardennes, avec le Centre Social d'Orzy, ou encore à Colmar, avec l'Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (ASTI).

Actuellement, ces actions sont menées dans 13 QPV de 10 départements du Grand Est. D'autres sont envisagées à Fameck, Bar le Duc, Strasbourg, Sedan, Woippy, Sarreguemines et Freyming Merlebach. En 2017, une première dans le Grand Est, La Poste a mis en place un écrivain public au sein d'un de ses bureaux, sur le quartier de Bellecroix, à Metz.

Le Groupe La Poste est un acteur économique important pour les (habitants-es des) quartiers en politique de la ville, au titre de ces partenariats, mais aussi plus globalement, au titre des services qu'il rend au public quotidiennement.

## À noter

Nous voyons là un « support de proximité » pour faciliter l'accès aux démarches administratives et bancaires dans un contexte de dématérialisation de l'accès aux services publics et privés.

## Pour aller plus loin :



LA POSTE

**Gilbert Doré, Délégué Régional du Groupe La Poste dans le Grand Est**

[gilbert.dore@laposte.fr](mailto:gilbert.dore@laposte.fr)



**La Fondation d'entreprise La Poste** ([www.fondationlaposte.org](http://www.fondationlaposte.org)) s'engage en faveur de l'écriture pour tous-tes et sous toutes ses formes. Dans la région Grand Est, elle soutient « Le Festival de l'écrit » porté par l'association Initiales.



Signalons enfin le **dispositif « L'Envol », le programme de mécénat de La Banque Postale.**

Il vise à favoriser le parcours scolaire de jeunes élèves talentueux issus de milieux modestes, en les accompagnant de 4 à 6 ans, du lycée jusqu'aux 1<sup>ères</sup> années d'études supérieures et/ou leur insertion professionnelle.

[www.labanquepostale.com/legroupe/banque-et-citoyenne/engagement-citoyen/mecenat.presentation.html](http://www.labanquepostale.com/legroupe/banque-et-citoyenne/engagement-citoyen/mecenat.presentation.html)





# ACTIVITÉS REMUNÉRÉES À LA CARTE À STRASBOURG



L'expérimentation des Activités Rémunérées à la Carte (ARC) consiste à mettre à l'emploi une vingtaine de jeunes diplômés-es sur deux mois à mi-temps pour prospecter les entreprises sur les territoires du Port du Rhin et du Neuhof. L'objectif est de recueillir des propositions d'activités non-concurrentes avec des emplois existants dans l'entreprise, ne représentant pas assez d'heures pour pouvoir faire l'objet d'un emploi et répondant à des besoins non-satisfaits dans l'entreprise. La réalisation de ces « niches » d'activités pourra être confiée dans un second temps à des personnes éloignées de l'emploi pour une « (re) mise à l'emploi » progressive.

En parallèle de cette mission de prospection, les jeunes bénéficient d'un accompagnement réalisé par la Mission Locale avec le soutien des autres partenaires (Activ'Action, Maison de l'Emploi, ADIRA, APEC, Pôle Emploi, Eurométropole, DIRECCTE...). Un programme d'ateliers et de formations courtes leur permet de monter en compétences et, à l'issue de la mission, de valoriser cette expérience. Enfin, un accompagnement personnalisé est maintenu une fois l'action terminée.

## Enjeux

- « Déverrouiller » l'accès à l'emploi pour les personnes qui en sont très éloignées et développer leurs réseaux professionnels.
- Améliorer la performance des entreprises partenaires et les conditions de travail de leurs collaborateurs-trices, en identifiant des niches d'activités. Leur participation volontaire s'inscrit dans une démarche « gagnant-gagnant ».

## Éléments de contexte

A ce jour (juin 2018), 20 jeunes, répartis-es en deux cohortes de 10, ont déjà prospecté les entreprises. Les jeunes de la 1ère cohorte ont participé activement au recrutement de la seconde en élaborant une grille d'entretien et en réalisant eux-mêmes les entretiens individuels. Il est prévu, dès cette année, de mesurer l'impact de l'action sur les entreprises et sur le parcours des jeunes diplômés-es (volets économique et social). D'ores et déjà sur les 20 jeunes ayant démarré l'action, 6 sont en emploi, 1 a intégré la

Garantie Jeunes, 4 sont inscrits-es en formation, 9 sont en poursuite d'accompagnement. Pour cette action, près de 300 entreprises ont été contactées. 12 « niches » d'activités ont été finalement retenues et pourront être testées lors de la 2ème phase de l'expérimentation.

C'est la mission locale pour l'emploi qui porte cette action, en partenariat avec les acteurs du Service Public de l'Emploi de Proximité (SPEP) et en lien étroit avec les entreprises environnantes appelées à contribuer à cette dynamique nouvelle. Parmi elles on repère le Groupement des entreprises du port autonome, ED Field, CUS Habitat, Habitation moderne...



## À noter

Les ARC entraînent les jeunes dans le développement de nouvelles activités économiques. Cela permet également de répondre aux besoins des entreprises, sur des activités de niche dans une logique de mutualisation des moyens avec les autres partenaires du territoire.

## Pour aller plus loin :



**Driss RHARROUZ, Responsable de secteur**

driss.rharrouz@mlpe.eu  
03 88 21 43 03



**Sophie SORARU, Chargée de développement  
de l'emploi et des territoires, Secteur de**

l'Eurométropole de Strasbourg, Unité Départementale  
du Bas-Rhin, DIRECCTE GRAND EST  
sophie.soraru@direccte.gouv.fr  
03 88 75 87 32



# UNE AMAP SOLIDAIRE À VERDUN : LA CASCADE



L'AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) la Cascade est engagée dans des dynamiques de réseau, de partage et de solidarité.

L'activité économique, toujours bio, s'appuie sur un éleveur de poules (panier d'oeufs), un producteur de céréales (farine et huile), une maraîchère (légumes), une éleveuse de brebis (produits laitiers), des arboriculteurs (fruits), des éleveurs de bovins (viande), des producteurs et bouchers / charcutiers (charcuterie) et un boulanger (pain).

La solidarité s'y décline dans l'accompagnement - par la référente famille du centre social et culturel Anthouard, à Verdun - des familles en difficulté, mais aussi dans l'achat et la distribution des paniers. C'est ainsi que chaque amapien verse 5% supplémentaire du prix de son panier. Le fruit de cette cotisation solidaire permet à 5 personnes d'accéder chaque semaine à un panier « solibio » à moitié prix, composé de légumes, oeufs et fruits.

## Enjeux

- ◆ Pour les familles les plus modestes, bénéficier à un moindre coût de produits alimentaires de qualité, d'une alimentation saine, locale et de saison. Contribuer ainsi au maintien de leur meilleure santé et à la réduction des inégalités alimentaires.
- ◆ Comme pour toutes les AMAP - mais avec ce « petit plus solidaire » - favoriser l'impact économique sur le développement des marchés des maraîchers et producteurs locaux en circuits courts.

## Éléments de contexte

Cette AMAP solidaire est née en 2012 après une réflexion et une enquête dédiées. Elle est aujourd'hui gérée par un groupe autonome de citoyens-es du Grand Verdun en partenariat avec le Centre Social et Culturel, essentiellement autour de l'accompagnement des familles. Celui-ci développait déjà auparavant des actions autour de l'alimentation des publics les plus fragiles, en partenariat avec des acteurs locaux tels que le Secours Catholique ou les services du Conseil Départemental qui interviennent auprès des familles sur des sujets variés (santé, consommation...). En 2017, le nombre d'amapiens était d'environ 60 personnes (dont 5 Solibio).



## À noter

La solidarité que la Cascade développe permet d'allier les enjeux économiques et écologiques à des enjeux sociaux de santé.

## Pour aller plus loin :



**Jean-Paul BOULIER, Administrateur**

amaplacascade@gmail.com

06 81 58 06 91



[www.facebook.com/amaplacascade/](https://www.facebook.com/amaplacascade/)

**Le mouvement inter-régional des AMAP**

[www.miramap.org/-Les-AMAP-.html](http://www.miramap.org/-Les-AMAP-.html)

**Le réseau Lorrain des AMAP**

[www.loramap.org/](http://www.loramap.org/)

**Le réseau national des AMAP**

[www.reseau-amap.org/](http://www.reseau-amap.org/)



**Catherine Brabant, Directrice**

csc.anthouard@wanadoo.fr

03 29 86 64 16



**Guillaume BERTHOLON,**

**Chef de projet politique de la ville**

gbertholon@ville-verdun.fr

03 29 83 55 38



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

# LE CAFÉ CONTACT DE L'EMPLOI À STRASBOURG ET PARTOUT EN FRANCE



« Un café, des contacts, des emplois » ! L'idée est de créer les meilleures conditions possibles pour permettre la rencontre entre chercheurs-ses d'emplois et chercheurs-ses de collaborateurs-trices. Pour ce faire, les ingrédients choisis se résument à une dose de convivialité et une inversion du process conventionnel de recrutement : « Le contact d'abord, le CV ensuite ! ». Ni forum, ni speed-dating, le Café Contact de l'Emploi® (CCE®) est accessible librement, à tous-tes les candidats-es à l'emploi (sous toutes ses formes), sans aucune sélection préalable, ni coût de participation. Quant aux entreprises, une seule condition de présence est requise : proposer des emplois immédiatement. Le CCE® se déroule habituellement le matin (9h-12h), dans un café, ou un lieu qui en prend l'apparence pour l'évènement (espaces associatifs...).

## Enjeux

- ◆ Faciliter tant pour les employeurs que pour les candidats-es, les relations sociales et professionnelles, grâce à la convivialité que ce concept permet.
- ◆ Dédramatiser la recherche d'emploi et le recrutement de collaborateurs-trices.

## Éléments de contexte

« Le travail n'est pas une punition : il doit être rendu accessible à tout citoyen ». Paul Landowski, alors demandeur d'emploi, s'est d'abord battu lui-même pour créer sa propre activité économique. C'est en novembre 2006 qu'il organise son premier CCE® dans une brasserie strasbourgeoise.

Depuis 12 ans, la formule rencontre un certain succès partout en France. A ce jour ce sont en effet plus de 200 rencontres CCE® (la 216ème ayant eu lieu le 19 juin 2018 à Schiltigheim) qui se sont déroulées en Alsace, mais aussi à Gérardmer, Nancy, Lyon, Bourg-en-Bresse, Lille, Roubaix, Genève, en Ile-de-France et en PACA. Au total, elles ont permis des contacts

directs pour l'emploi entre plus de 3 000 employeurs et 20 000 candidats-es, avec un taux de concrétisation de près de 10%.

Leur créateur estime qu'un « bon CCE® » doit compter en moyenne une quinzaine d'employeurs et environ 120 candidats-es pour qu'une certaine synergie, une véritable émulation puissent se créer entre les participants-es.

Le CCE® est mis en oeuvre grâce à la participation financière de partenaires institutionnels et d'opérateurs de l'emploi, publics et privés.



## À noter

Le CCE® offre des occasions de rencontres peu formelles, voire peu formalisées, qui lèvent avangateusement certaines barrières liées au CV.

## Pour aller plus loin :



**Paul LANDOWSKI, Directeur-fondateur de l'Association CaféContact**

Maison des Associations - 1a Place des Orphelins-67000 - Strasbourg

paul.landowski@cafecontactemploi.fr

06 75 43 24 09 - 09 53 33 18 03

www.cafecontactemploi.fr

« **L'Emploi un Combat** », par Paul LANDOWSKI, Editions les 3 Colonnes (2014).



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

# LE CITÉS LAB DEL'AGGLOMÉRATION DE TROYES



Parmi les dispositifs favorisant la création d'entreprises, les CitésLab – portés par la Caisse des Dépôts, en partenariat avec les collectivités locales et le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) - ciblent essentiellement les habitants-es de QPV. Ainsi, le chef de projet CitésLab intervenant sur l'agglomération du Grand Troyes vise à transformer les potentialités et envies créatrices de certains en réalités productives.

Pour ce faire, il tient des permanences dans quatre quartiers différents de l'EPCI ; il écoute et renseigne ; il oriente et accompagne au besoin. Une des spécificités de ce dispositif est de se situer très en amont, sur ce qu'on appelle les phases de détection et d'amorçage. Autrement dit, il permet aux usagers-ères de faire la part des choses entre leur recherche d'emploi et leur volonté de création d'entreprise. A la suite de leurs échanges avec le chef de projet CitésLab, les personnes sont alors amenées à lever certains doutes, à se tourner vers les partenaires de l'emploi, ou, le cas échéant, vers d'autres interlocuteurs-trices dédiés-es à la création d'entreprise et ses différentes étapes : méthodologie, préparation, études de marché, financement, test...

## Enjeux

- ❖ Confirmer (ou infirmer) la propension des usagers-ères à la création d'entreprise.
- ❖ Concrétiser les engagements de la Caisse des Dépôts à développer l'activité économique dans les QPV.

## Éléments de contexte

La première expérimentation des CitésLab date du début des années 2000. En 2018, le Grand Est compte 4 CitésLab installés sur les agglomérations de Metz, Strasbourg, Charleville-Mézières, et depuis 2013 sur celle de Troyes. Sur tous ces territoires, le-la chef-fe de projet s'inscrit comme un-e interlocuteur-trice privilégié-e pour les habitants-es hésitant dans leur parcours et leur projet de création.

A Troyes, le chef de projet mène chaque année près de 150 entretiens individuels et 150 rencontres collectives. Il organise aussi, en coopération avec l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE), deux forums de « l'emploi – la création d'entreprise – et la formation ».

Dans le cadre de CitésLab, les échanges se concluent rarement par des créations d'entreprises effectives, immédiates ou différées. Ils aboutissent néanmoins fréquemment à de véritables « revues de projets individuels » et permettent de (ré)orienter les détenteurs -trices d'idées. Ils aident à la (re)formulation de ces idées et à la (re)construction de projets adaptés pour les personnes. Ils contribuent à remettre ses bénéficiaires sur de nouveaux rails, en adéquation avec leurs capacités, leur engouement et leurs besoins.



## À noter

CitésLab réalise un important travail de réseautage de proximité tant avec ses usagers-ères qu'avec les acteurs économiques et de l'insertion du territoire.

## Pour aller plus loin :



**Jacky NGUYEN, Chef de projet CitésLab sur l'agglomération de Troyes**

jacky.nguyen@citeslab.fr  
03 25 81 14 60 - 06 42 02 02 36  
www.citeslab.fr  
www.bge.asso.fr/



**Maël BAYROU, Cheffe de projet Emploi et développement économique**

Service Politique de la Ville  
Pôle Habitat - Politique de la Ville - Dispositifs Contractuels  
mael.bayrou@troyes-cm.fr  
03 25 45 27 68





# LE COLLÈGE DE METZ-BORNY DÉPLOIE DES LIENS AVEC LES ENTREPRISES LOCALES



Les élèves du collège des Hauts de Blémont sont aidés-es dans leur recherche de stage de 3<sup>ème</sup> par la qualité d'un réseau d'entreprises que la direction a su tisser au fil des années. L'idée est de se doter des meilleures opportunités pour permettre aux élèves une réelle plongée dans le monde de l'entreprise. Pour ce faire, l'équipe pédagogique s'efforce de trouver des entreprises prêtes à s'engager par conventionnement auprès du collège (stages, visites, présentations...).

Par exemple on trouve : l'agence de transports urbains de l'agglomération messine qui offre la gratuité des voyages pour les élèves durant le stage ; en collaboration avec l'association DOUNIA, des rencontres sont organisées entre employeurs et élèves pour une mise en relation rapide ; le Rotary propose des noms d'entreprises susceptibles d'accueillir des élèves ; des entrepreneurs font partie des jurys de stages, destinés à valider la présentation par les élèves de leur expérience en milieu entrepreneurial.

Ces actions n'obèrent pas les dispositifs plus classiques déployés au sein du collège, tels que les cordées de la réussite et les coopérations avec des lycées professionnels ou l'Ecole nationale d'ingénieurs de Metz.

## Enjeux

- ◆ Tisser un réseau avec les entreprises locales pour permettre aux élèves de réelles immersions en milieu professionnel à l'extérieur du quartier.
- ◆ Valoriser des métiers et filières méconnus. Inscrire dans le territoire l'action des acteurs économiques. Par les contacts créés durant les stages, changer les représentations des acteurs et donc lutter contre les discriminations.

## Éléments de contexte

Le collège des Hauts de Blémont, classé REP +, est situé dans le quartier de Borny, à Metz. Ses élèves se caractérisent entre autres par de faibles réseaux familiaux dans le monde de l'entreprise, celui-ci étant par ailleurs sujet potentiel de discriminations pour ces élèves. Le collège a souhaité que les élèves fassent leur stage en dehors du quartier de Borny. Les jeunes, étant pour l'essentiel « sans réseau » professionnel, ne sont pas en mesure

d'effectuer ce stage dans des conditions satisfaisantes (accompagnement individuel de qualité, ouverture sur l'extérieur du quartier...). Depuis 2015, le collège y a remédié en tissant ce réseau qui facilite la recherche de stage. L'équipe pédagogique s'implique tout en laissant les élèves acteurs de leur stage : rédaction de CV et lettres de motivation, démarches individuelles pour trouver d'autres opportunités, rédaction d'un rapport et présentation orale...



## À noter

Une telle approche peut être transférable en s'appuyant sur des réseaux d'entreprises et sur les partenaires du Service Public de l'Emploi. Elle permet l'ouverture des élèves sur l'extérieur autant qu'un changement des représentations réciproques souvent sources de discriminations.

## Pour aller plus loin :



**Alexis KELLER, Principal du collège**

alexis.keller@ac-nancy-metz.fr

03 87 50 11 10



**Laurence UKROPINA, Coordinatrice de la mission Lutte contre les discriminations à la Délégation Académique de Soutien à l'Action Educative et aux Etablissements - DASAE**

Laurence.Ukropina@ac-nancy-metz.fr

03 83 86 26 93



**Alexis LAMBERT, Directeur adjoint service politique de la ville**

alambert@mairie-metz.fr

03 87 55 56 48



# CRÉER, AGIR, RÉALISER, ECHANGER... C'EST LE CARE DANS LES QUARTIERS OUEST DE STRASBOURG



**Le pari du projet CARE est de renforcer l'employabilité des jeunes de QPV et des nouveaux/nouvelles arrivants-es issus-es de la migration forcée, en exploitant les vertus de la rencontre et de la réalisation collective de projets pour révéler les capacités individuelles des participants-es.**

**L'ensemble du programme se construit entre Makers For Change et un prestataire-partenaire (l'association Activ'Action) pour allier l'expertise de ces deux structures avec les publics visés. La pédagogie d'intervention des facilitateurs-trices est basée sur la création d'un cadre de confiance et de bienveillance via l'utilisation d'outils d'éducation non-formelle.**

**Le projet est porté par un collège de partenaires locaux : des services de l'Eurométropole de Strasbourg (service emploi et insertion, directions territoriales), des acteurs de l'emploi (la Mission Locale pour l'Emploi, la Maison de l'Emploi et de la Formation), des associations (AFL67, CSC de Haute-pierre, maison de santé, CIR, l'association Foyer Notre-Dame) ou des entreprises (comme PubliLogo). Il s'agit de développer des compétences et savoir-être transversaux liés au monde du travail : réalisation de projets collectifs, visites d'entreprises, rencontres d'acteurs, valorisation des acquis, aide à la rédaction de CV...**

## Enjeux

- Pour les jeunes (18 – 30 ans) des QPV, s'inscrire dans des dynamiques de projets collectifs, de valorisation (autonome) de leurs compétences. Tisser leur réseau au contact des acteurs économiques locaux.
- Pour les acteurs de ce projet, s'inscrire ainsi pleinement dans le paysage local, et voir venir à eux un vivier de forces vives nouvelles, dont ils repèrent bien les compétences.

## Éléments de contexte

Ce projet CARE est né en 2017 de la volonté des membres des 2 associations strasbourgeoises porteuses - Makers For Change et Activ'Action - de mener des projets citoyens utiles, tournés vers l'interculturalité et l'insertion socio-professionnelle. Il est organisé sous forme d'une dizaine d'ateliers, répartis sur 8 semaines. Chaque atelier compte une dizaine de participant.e.s (moitié de jeunes issus de QPV, moitié de réfugiés-es ou demandeurs-euses d'asile). Le projet est financé par le FSE (Fonds Social Européen), par l'Eurométropole,

Harmonie Mutuelle et des Fondations. Il s'appuie sur les services de la Mission Locale pour l'Emploi de Strasbourg ainsi que de structures d'insertion. Des constructeurs du changement ? Des révélateurs de talents ? C'est ce dont regorgent les associations Makers For Change et Activ'Action, l'une ambitionnant l'inclusion des personnes issues des migrations forcées et la révélation de leurs talents dans un cadre interculturel, l'autre aspirant à transformer le chômage en une expérience constructive. Les 2 ambitionnent d'apporter au territoire un impact positif.



## À noter

Ce projet s'inscrit dans une double dynamique de développement personnel et de développement local. Il s'appuie sur la multiplicité et la complémentarité des partenaires. En un mot, il hybride les pratiques.

## Pour aller plus loin :



**Joana LEVY, Chargée de projet**

joana.l@makersforchange.org,

07 68 60 51 28

www.makersforchange.org/



**Fabien SCHMITT, Co-Fondateur**

fabien@activation.org

06 47 59 14 53, www.activation.org



**Driss RHARROUZ, Responsable de secteur**

driss.rharrouz@mlpe.eu, 03 88 21 43 03



**Virginie MANINA, Coordinatrice emploi et insertion professionnelle**

Virginie.MANINA-MORSCHIEDT@strasbourg.eu

03 68 98 61 75





# LES DÉTERMINÉS PASSENT PAR VANDOEUVRE



Cette action consiste en la mise en oeuvre d'une formation à la création d'entreprise : finances, communication, étude de marché, confiance en soi... Elle vise des personnes issues de quartiers populaires mais également des milieux ruraux, jeunes et moins jeunes (jusqu'à 35 ans). Les critères de sélection reposent sur l'apparente détermination des candidats-es à vouloir en découdre avec ce type de projet et non sur leurs diplômes ou leurs compétences supposées. L'accès à la formation est totalement gratuit. Elle comprend une période de 6 semaines de formation à temps plein ainsi qu'un accompagnement de 9 mois par le réseau des Déterminés eux-mêmes et d'autres entrepreneurs parties prenantes du projet.

Une collaboration étroite avec les entreprises locales, les institutions et les écosystèmes locaux, apporte une plus grande garantie de qualité de la formation et de son adaptation au contexte territorial.

## Enjeux

- ◆ Développer les compétences nécessaires à la création d'entreprise, tisser un réseau, tout en commençant à créer son entreprise sur des bases solides.
- ◆ Pour les entrepreneurs qui accompagnent les Déterminés, développer leurs propres réseaux, et dénicher de potentielles « pépites », tout en bénéficiant d'une bonne couverture médiatique.

## Éléments de contexte

Les Déterminés, créés en 2015, ont mis en place leur 1ère promotion « provinciale » au Château du Charmois à Vandoeuvre-lès-Nancy en 2017. C'est par l'entremise de Christine BERTRAND, Présidente du MEDEF 54, que la quinzaine de stagiaires meurthe-et-mosellans ont renforcé leur esprit d'entreprise et leurs capacités à créer leur propre activité professionnelle. Des financements ont émané des acteurs publics tels que la Région Grand Est, la Caisse des Dépôts, la Métropole du Grand Nancy, la ville de Vandoeuvre et la Communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat, mais aussi de partenaires privés tels que la Caisse d'Epargne, St Gobain PAM, Wig France, Cora Toul, Transdev, Orient Communication, Ozdema, Betaigne Environnement ou la Clinique Pasteur.

Moussa Camara, Président des Déterminés, s'évertue ainsi à donner corps à sa maxime : « l'entrepreneuriat n'est pas réservé à une « élite ». Chacun a sa chance, pas à armes égales, il est vrai, mais la volonté, la détermination et l'envie font la différence ».

Le MEDEF nous informe de sa volonté de réitérer rapidement l'expérience en Meurthe-et-Moselle.



## À noter

La sélection pour la formation ne repose pas sur les diplômes ou compétences pressenties. Mais ce serait une erreur d'orienter un public de simples curieux-ses (même s'ils /elles sont dynamiques) sans projet déjà avancé.

## Pour aller plus loin :



**Benoît PALISSON, Délégué général  
du MEDEF 54**

bpalisson@medef54.fr  
03 83 95 65 30 - 06 33 45 57 42



**Wafaà BEL ARBI, Directrice chargée des  
opérations Les Déterminés**

contact@lesdetermines.fr

07 70 13 83 39



[www.facebook.com/lesdetermines/](http://www.facebook.com/lesdetermines/)



[www.youtube.com/watch?v=enx7DY15tsw](http://www.youtube.com/watch?v=enx7DY15tsw)



**Nathalie Henry, Cheffe de projet politique  
de la ville**

nhenry@vandoeuvre.fr  
03 83 51 89 52

# LA MISSION LOCALE DE REIMS LABELLISÉE DIVERSITÉ



**La Mission Locale de Reims remplit les mêmes missions que toutes les missions locales de France, mais elle est la seule à avoir obtenu le label Diversité (d'autres ont signé une charte de la Diversité, document non contraignant). Plus que toute déclaration d'intention, ce label engage formellement la structure, ses dirigeants-es et ses salariés-es (état des lieux des risques de discrimination, politique interne de sensibilisation et de formation, mise en place d'un plan d'action « Egalité des chances », évaluation, audits...).**

**En interne, la Mission Locale forme (presque) 100 % de ses agents-es à la lutte contre les discriminations, met en place des formations-actions d'approfondissement... En externe, elle promeut le label auprès des employeurs (documents de communication, appel au respect de la loi sur les offres d'emploi...).**

**Les jeunes issus-es de QPV y sont prioritaires et des objectifs chiffrés sont fixés chaque année en fonction d'un adressage précis des jeunes (contrats aidés, aides au permis de conduire, parrainage, premières mises en situation professionnelle...).**

## Enjeux

- ◆ Permettre aux jeunes issus-es de QPV de bénéficier d'une attention particulière et d'une densification de l'offre de relations et de réseaux d'acteurs.
- ◆ Prendre en compte le cumul des discriminations liées à l'âge, à l'adresse, au patronyme dans les pratiques des agents-es de la Mission Locale.

## Éléments de contexte

Ce label est piloté par l'État, à savoir la DGEFP (Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle) pour les Entreprises et la DGAFP (idem pour les administrations). Il est mis en œuvre par l'AFNOR (Agence Française de NORMALisation) Certification.

Labellisée Diversité depuis 2008, la Mission Locale de Reims compte 28 % de jeunes issus-es de QPV. Dans son activité quotidienne, elle développe des efforts particuliers en faveur de l'égalité femmes/hommes, et pour l'accompagnement des jeunes handicapés-es et des jeunes migrants-es.

Au-delà de la seule prise de conscience de certaines discriminations, les équipes de la Mission Locale ont intégré des processus non-discriminatoires dans leurs pratiques quotidiennes, en particulier dans leurs relations aux acteurs locaux (associations, bailleurs, collectivités) et aux entreprises.

En cela, la mission locale constitue une source d'inspiration pour repérer les jeunes de QPV et leur trouver des débouchés sur le territoire de l'agglomération.



## À noter

Le label Diversité offre une réelle opportunité d'inscrire une structure employeuse et/ou ses partenaires dans une démarche vertueuse, tangible, et exigeante, de lutte contre les discriminations. Qu'une Mission Locale se lance dans une telle démarche est incitatif.

## Pour aller plus loin :



**Christine BEGUINOT, Directrice**

missionlocale@miloreims.com

03 26 40 10 26 ou 06 82 38 40 02

<http://mission-locale-reims.jeunes-ca.fr/>



**AFNOR Certification**

11 rue Francis de Pressensé – 93 571 La Plaine Saint-Denis Cedex

**Violaine Trajan, Cheffe de produit Secteur Public**

01 41 62 62 32

<https://certification.afnor.org/ressources-humaines/label-diversite>

<http://travail-emploi.gouv.fr/emploi/developpement-de-l-emploi/label-diversite>



**Bernard POTIER, Directeur de la Politique de la Ville et de l'Habitat**

bernard.potier@reims.fr

03 26 35 61 70

# DES MOBILITÉS BIEN HUILÉES DANS LES ARDENNES



L'ARENAM (Association pour le Respect de l'Environnement et l'Aide à la Mobilité) est un garage solidaire. À ce titre, il délivre plusieurs services, ouverts à tous-tes, dans un esprit de solidarité permanente. On y répare soi-même ses véhicules (voiture, 2 roues), avec ou sans accompagnement par un mécanicien à des tarifs adaptés. On y loue aussi des vélos.

L'ARENAM collecte sur l'ensemble des Ardennes les huiles alimentaires usagées (HAU) auprès de la plupart de ses émetteurs et participe à leur transformation en une énergie performante et respectueuse de l'environnement. L'impact environnemental et économique est prégnant.

L'adhésion y est de 25 € / an et est valable pour 3 véhicules d'un même foyer fiscal. Dans un souci de mixité, d'échanges et en réaction à la fracture sociale, l'association est ouverte à tous-tes quelles que soient leur origine géographique et leur situation économique. C'est aussi dans cet esprit que des soirées festives (concerts...) y sont organisées.

## Enjeux

- ◆ Pour les citoyens-nes les plus en difficulté, bénéficier, à moindre coût, de services qui sécurisent et maintiennent les mobilités. Plus encore, favoriser l'échange de savoir-faire.
- ◆ Limiter le bricolage sauvage (et ses nuisances) sur la voie publique et assurer gratuitement, au service des émetteurs-trices de HAU (Huiles Alimentaires Usagées), leur collecte en circuit court et leur conditionnement.

## Éléments de contexte

Pourvoyeuse d'emplois locaux, de formation et d'insertion, l'ARENAM est une association loi 1901, agréée en qualité d'Entreprise Solidaire et reconnue d'Intérêt Général depuis 2013. Elle émerge aux appels à projets du contrat de ville de la Communauté d'Agglomération Ardennes Métropole. Elle comptait près de 400 adhérents-es en 2017.

En 2017, elle a collecté plus de 30 000 litres de HAU auprès de 171 émetteurs du département (restaurants, cantines de lycées, collèges, hôpitaux, déchetteries...).

Le développement de ce projet tend vers un dépassement des frontières départementales pour augmenter l'activité de l'association/entreprise sur le service plus particulier de collectes des HAU.



## À noter

Ce garage solidaire constitue un projet de développement local avec des activités économiques non délocalisables, qui allie les enjeux de mobilité aux enjeux écologiques.

## Pour aller plus loin :



**Marie THOME, Présidente**

info@arenam.fr

03 10 43 42 75

www.arenam.fr



**Fanny Mauzat, Responsable du service des dynamiques territoriales**

fanny.mauzat@ardenne-metropole.fr

03 24 57 83 45

www.ardenne-metropole.fr

# LE P'TIT PLATO SUR LE PLATEAU DE HAYE, À NANCY



**Le P'tit Plato est un bus londonien mis à disposition du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle (CD 54) par la société KEOLIS. Il est spécialement aménagé en un lieu convivial avec au rez-de-chaussée un coin café et au 1<sup>er</sup> étage une salle de réunion avec ordinateur et accès internet.**

**Les membres de l'équipe, travailleurs-ses sociaux-aes de différentes institutions et les bénévoles (résidents-es du quartier), accueillent chaque semaine des habitants-es du plateau de Haye avec pour objectif de rompre l'isolement, apporter un soutien dans les démarches d'accès aux droits, informer sur l'offre de service du territoire, favoriser l'insertion sociale et professionnelle. C'est un lieu d'écoute, d'échange et de relais d'information pour les habitants-es du plateau de Haye.**

**Le P'tit Plato peut stationner sur divers emplacements du quartier. C'est un trait d'union entre les habitants-es, les institutions et les associations.**

## Enjeux

- ◆ Favoriser la mise en place d'un cadre de rencontres avenant, qui privilégie l'information et les échanges dans un esprit de convivialité, et de respect mutuel.
- ◆ Pour KEOLIS, donner à voir aux usagers-ères des transports en commun l'implication de l'entreprise dans une action emblématique du territoire.

## Éléments de contexte

A raison de 2 jours de permanence par semaine, 2 561 personnes ont été accueillies sur l'année 2017 (ces personnes ne fréquentant pas nécessairement les services sociaux). Le croisement des connaissances, de la perception des problèmes et la participation de chacun-e favorise une logique de coopération et une véritable dynamique de développement social à l'échelon du plateau de Haye.

Pour les membres bénévoles (32 habitants-es depuis le début de l'action), c'est un tremplin vers une insertion professionnelle ou une insertion dans d'autres structures associatives.

Ce projet a été initié dès 2010, à l'occasion de l'année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Le CD 54 porte le projet, avec comme partenaires, la ville de

Nancy et son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), l'association « France Horizon » et l'entreprise KEOLIS Sud Lorraine, spécialisée dans le secteur d'activité des transports routiers réguliers de voyageurs-ses. KÉOLIS a participé à la démarche dès la phase de conception du projet, sous la forme de financements, de conseils et d'un soutien logistique (acheminement, gardiennage et maintenance du bus). En 2017 son engagement financier est estimé à près de 15 000 €.



## À noter

L'implication et l'engagement de KEOLIS garantissent la pérennité du projet. Le P'tit Plato illustre à sa façon, toute l'importance des lieux d'échanges et de rencontres dans tous les territoires.

## Pour aller plus loin :

Keolis

**Régine LORENTZ, Directrice**

regine.lorentz@keolis.com

03 83 30 88 51



**Marie-Hélène POUREL, Référente territoriale en démarches participatives**

mhpourel@departement54.fr

06 22 93 06 87



-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

-----

# NOS QUARTIERS ONT DES TALENTS DANS LE GRAND EST



Depuis 2006, l'association Nos Quartiers ont des Talents (NQT) agit en faveur de l'égalité des chances en accompagnant vers l'emploi les jeunes diplômés-es Bac+3 et plus, âgés-es de moins de 30 ans, issus-es de zones prioritaires ou de milieux sociaux modestes. Il s'agit de créer des passerelles en tissant des liens privilégiés avec le monde de l'entreprise. Grâce à des cadres et dirigeants-es d'entreprises expérimentés-es en activité, NQT déploie en particulier le parrainage professionnel qui permet de partager les conseils, l'expérience et le réseau de ces acteurs-trices. Ces « mentors » accompagnent individuellement chaque jeune et, avec NQT, proposent des actions en vue d'accélérer leur insertion professionnelle et d'augmenter leurs opportunités pour accéder à un emploi pérenne et qualifié.

## Enjeux

- ◆ Développer une stratégie pour mieux cibler les candidatures, décrocher l'emploi espéré, ou encore pour réaliser un projet de création d'entreprise.
- ◆ Pour les parrains/marraines, vivre une expérience humaine valorisante en partageant et en transmettant leur expérience. Concrétiser personnellement une démarche d'engagement citoyen.

## Éléments de contexte

Né en 2015 à Strasbourg, NQT Alsace (aujourd'hui NQT Grand Est) regroupe 56 entreprises et 140 parrains/marraines actifs-ves. En 2017, 208 parrainages ont été réalisés, dont 71 % ont abouti à un emploi pérenne et au niveau de diplôme visé. A minima 300 jeunes sont accompagnés en 2018. À l'heure où il est « de bon ton » de s'engager en faveur de l'emploi et de l'égalité des chances, certaines entreprises sont friandes de ce type d'opportunités. Elles apparaissent comme un facteur de création de valeur pour les entrepreneurs sensibles au partage de leurs savoir-faire.

Selon certains témoignages, en consacrant quelques heures de leur temps à du coaching, les cadres ou dirigeants-es en activité contribuent parfois à changer le cours d'une vie d'un-e jeune diplômé-e. L'ascenseur social par les études redevient alors une réalité pour certains-es.



## À noter

Le réseau ! Même les plus diplômés-es dans les QPV en manquent souvent. Mobiliser les entrepreneurs sur cette dimension repose beaucoup sur la dimension humaine au sein de l'entreprise et le désir de transmettre.

## Pour aller plus loin :



**Olivier PERREAU, Délégué régional Grand-Est**

[o.perreaut@nqt.fr](mailto:o.perreaut@nqt.fr)

06 32 13 53 41

**Hakim ELHADOUCHI,**  
**Chargé de Projet Grand-Est**

[h.elhadouchi@nqt.fr](mailto:h.elhadouchi@nqt.fr)

06 28 11 81 49

[www.nqt.fr](http://www.nqt.fr)





# DES RALLYES POUR TROUVER UN EMPLOI DANS LE GRAND EST



Trois jours durant, un groupe de demandeurs-ses d'emploi visite des entreprises du territoire. Il est accueilli par des salariés-es et/ou des responsables d'entreprises variées (artisans, PME, grands groupes de tous secteurs d'activités) qui lui présentent leurs métiers et répondent aux différentes questions des participants-es. C'est le CREPI (Club Régional d'Entreprises Partenaires de l'Insertion) qui prend en charge l'organisation du rallye. Avec des partenaires de coaching (conseils sur le recrutement, partage d'expériences...), des animations et ateliers sont mis en place le troisième jour, afin de permettre aux participants-es de verbaliser ce qu'ils-elles ont vécu sur ces 2 journées. Ils-elles utilisent des supports d'expression originaux et les présentent lors d'une soirée de clôture du rallye.

## Enjeux

- ◆ Redynamiser les personnes en recherche d'emploi ; rompre certaines formes d'isolement et de démotivation, en découvrant des métiers ainsi que les attentes des employeurs.
- ◆ Pour les acteurs économiques contribuer au maillage local et se faire connaître de potentiels-futurs salariés-es.

## Éléments de contexte

Le CREPI Lorraine, né en 2009, est appelé à s'étendre sur l'ex-Champagne-Ardenne (le CREPI Alsace existe déjà). Son action vise à développer toutes formes de rencontres conviviales sur les lieux de travail, dans le cadre de recherches d'emploi (rallyes, rencontres sportives, ambassadeurs des métiers, restaurants éphémères, parrainages). En 2017, 3 rallyes ont été organisés en Lorraine sur 3 territoires différents (Nancy Métropole, Val de lorraine, Neufchâteau). On y dénombre 50 participants-es et plus de 40 entreprises partenaires.

Le CREPI compte plus de 180 entreprises membres en Lorraine dont 30 adhérents-es (responsables d'entreprises) qui participent au projet associatif du club de manière bénévole.



## À noter

Ce type d'action constitue un support attrayant de mobilisation du réseau d'acteurs économiques. En effet, il revêt un intérêt événementiel, ponctuel, tout en s'inscrivant dans des processus de développement territorial à plus long terme.

## Pour aller plus loin :



### Maud MAZETIER, Directrice

maud.mazetier@crepi.org,

03 83 53 52 41 – 06 45 99 83 96

Site internet du CREPI : [www.crepi.org](http://www.crepi.org)

[www.crepi.org/UserFiles/File/actu/lorraine/crepi-fiches-rallyepourlemploi.pdf](http://www.crepi.org/UserFiles/File/actu/lorraine/crepi-fiches-rallyepourlemploi.pdf)





# SIMPLON À CHARLEVILLE-MÉZIÈRES



La CCI des Ardennes, en s'appuyant sur l'expertise de Simplon, développe un projet qui consiste en la mise en œuvre de formations intensives, gratuites, qualifiantes ou certifiantes (CQP) et rémunérées. Elles sont ouvertes à tous et prioritairement aux personnes éloignées de l'emploi et/ou de la formation, aux demandeurs-euses d'emplois, allocataires de minima sociaux, aux profils peu représentés dans les métiers techniques du numérique. Ces formations se tournent vers des métiers en tension et parmi les plus recherchés, tels que développeurs-euses, chefs-fes de projets, administrateurs-trices de bases de données... Dans ces filières, les emplois sont durables et non délocalisables. Elles répondent à un besoin de formation identifié sur le territoire et forment une diversité de profils opérationnels, polyvalents et autonomes, qui s'approprient la technologie pour en faire leur métier. La pédagogie développée est fondée sur 6 piliers : un apprentissage différent ; un apprentissage par la pratique ; apprendre à apprendre ; une programmation en binôme ; une évaluation par les pairs ; une mise en situation de transmission.

## Enjeux

- ❖ Révéler les talents des publics fragilisés à travers l'innovation pédagogique, sociale et numérique (dont ils sont souvent exclus) et leur ouvrir un accès aux métiers de l'informatique.
- ❖ Les entreprises locales pourront ainsi pallier la pénurie de ressources et leur besoin de compétences, pour se développer et répondre aux demandes de leurs clients.

## Éléments de contexte

Simplon développe des programmes spécifiques pour mieux atteindre et accompagner les publics les plus exclus ou sous représentés dans le numérique : femmes, seniors, handicapés-es, réfugiés-es, décrocheurs-ses... Son objectif est d'apporter une réponse à des besoins sociaux forts et à des enjeux économiques concrets en créant et en encourageant l'initiative et la création d'entreprise.

Ce projet est né d'une volonté de rassembler les acteurs de la formation dans un même lieu (campus universitaire, avec le Pôle Formation de la CCI des Ardennes), de mobiliser

la communauté numérique du territoire représentée aujourd'hui par l'association HACKARDENNES autour de projets concrets à destination du grand public en lien avec des événements locaux (Cabaret vert, hackaton, fête du numérique...) et de développer le numérique non seulement au travers du déploiement de la fibre, mais aussi de nouvelles initiatives (incubateur de start-up axé sur l'innovation et le numérique RIMBAUDTECH). La première promotion, portée par le pôle formation de la CCI des Ardennes, a ouvert ses portes le 14 mai 2018 (75 personnes y ont postulé pour 24 retenues). Elle dure 7 mois et demi et compte un mois de stage. Une seconde promotion devrait voir le jour en début 2019. L'objectif est de pérenniser la fabrique sur le long terme.



## À noter

Cibler et former les publics les plus exclus sans pré-requis (pas de niveau de diplôme ou d'expérience) aux techniques et aux métiers du numérique.

## Pour aller plus loin :



18a avenue G. Corneau - BP 389  
08106 Charleville-Mézières Cedex

**Benoit CARON**

b.caron@ardennes.cci.fr

03 24 56 62 42

06 87 26 69 70

[www.poleformation-cci08.fr](http://www.poleformation-cci08.fr)

**Pôle Formation**



[www.facebook.com/poleformationcci08/](https://www.facebook.com/poleformationcci08/)



Twitter : <https://twitter.com/poleformacci08>



[www.facebook.com/ecoledescodeurs/](https://www.facebook.com/ecoledescodeurs/)  
[www.simplon.co](http://www.simplon.co)

# SWITCH MET LE CONTACT SUR LES QUARTIERS DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG



Le site [www.switch-strasbourg.eu](http://www.switch-strasbourg.eu) est une plateforme permettant de mettre en relation les associations des quartiers prioritaires de l'Eurométropole de Strasbourg avec les entreprises du territoire.

Au départ le constat est le suivant : les acteurs-trices des quartiers développent de plus en plus d'actions liées à l'insertion professionnelle qui sont inconnues des employeurs, qui se coupent de ce fait d'un potentiel vivier de compétences. Les recherches des uns-es ne croisent pas toujours celles des autres. Le site internet Switch doit permettre aux entreprises de rapidement identifier les personnes avec qui elles peuvent entrer en contact pour non seulement trouver des compétences mais aussi participer à l'insertion professionnelle des habitants-es des quartiers prioritaires.

## Enjeux

- ◆ Inscrire les QPV et leurs habitants-es comme ressources pour les acteurs économiques ; créer du lien entre eux et les employeurs de l'agglomération.
- ◆ Relier des ressources de terrain et des besoins d'entreprises. Optimiser la mise en relation entre les différents acteurs de la recherche d'emploi.
- ◆ Pour les entreprises utilisatrices : pallier les difficultés de recrutement, trouver des compétences, des gens formés et accompagnés, de manière simple, efficace... et responsable.

## Éléments de contexte

Le site internet a été mis en place au 1er semestre 2017 et est en cours de développement. Trente associations et structures ressources étaient répertoriées sur le site dès les premiers mois. L'extension aux quartiers prioritaires à l'échelle du département est d'ores et déjà envisagée. Ce déploiement s'inscrit dans une dynamique territoriale facilitante. En effet, en octobre 2017, 85 entreprises sont engagées dans la démarche Charte Entreprises et

Quartiers sur le Bas-Rhin et plus de 150 contacts ont déjà été identifiés dans les quartiers prioritaires du département (associations, adultes-relais...)



## À noter

S'approprier cette initiative ne nécessite pas forcément la création d'un site ad hoc. Ici, c'est la connection entre besoins des entreprises et propositions des acteurs des quartiers qui a retenu notre attention.

## Pour aller plus loin :



**Guillaume KIEFFER, Chef de projet à la Maison de l'emploi et de la formation de Strasbourg**

4, rue de Mutzig, 67000 Strasbourg  
[gkieber@maisonemploi-strasbourg.org](mailto:gkieber@maisonemploi-strasbourg.org)  
03 67 10 61 36



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

# UNE TABLE DE COMMERCANTS-ES AU QUARTIER FRANKLIN-FRIDOLIN À MULHOUSE



Dans le quartier Franklin-Fridolin, à Mulhouse, le Centre Social et Culturel (CSC) Papin va au-devant des acteurs économiques du quartier (commerçants et entreprises du tertiaire), en pariant qu'en tant qu'usagers du quartier, le CSC doit les compter parmi ses interlocuteurs, ses soutiens et ses partenaires.

Le CSC développe déjà des relations, plutôt individuelles, avec certains-es, à travers des actions ponctuelles (telles qu'une journée citoyenne, une opération quartier propre...) ou plus régulières (participation à des repas partagés, à des rencontres thématiques...).

Souhaitant passer à une dimension plus collective et pérenne, à l'image de la table de quartier qu'il expérimente depuis 2014, le CSC est en cours de création d'une table... des commerçants-es du quartier. L'ambition est de créer un mouvement d'ensemble, de développer des groupes d'actions, d'impliquer un plus grand nombre de ces acteurs dans la vie du quartier et la réalisation de projets concrets.

## Enjeux

- ◆ Favoriser la cohésion et les synergies du territoire (habitants-es, entreprises, commerçants-es) pour rendre le quartier plus agréable à vivre à chacun de ses habitants, de ses usagers et de ses acteurs.

## Éléments de contexte

Le CSC, agréé pour la première fois en 1919, qui a vu ses locaux totalement restaurés en 2011/12, est un acteur privilégié du quartier, initiateur et pilote de l'animation globale du quartier, coordinateur d'actions santé et acteur de prévention. A ce titre, son équipe constitue un appui judicieux pour les entreprises qui, seules, pourraient connaître certaines difficultés à vouloir contribuer et s'engager dans la vie du quartier.

Pour faire levier, le CSC a d'abord privilégié les rencontres inter-individuelles, humaines et physiques, qui lui ont rapidement permis de nouer des liens forts, par exemple, avec une banque locale. Par ailleurs, c'est par voie d'affichage que les commerçants-es du quartier ont été invités-es à un déjeuner pour le lancement de la table des commerçants-es et pour ensemble se projeter dans l'avenir. A terme, le CSC espère opérer un rapprochement fructueux avec la table de quartier.

Sur cette expérience, outre ses financeurs institutionnels (Ville de Mulhouse et le CGET), le CSC compte un soutien conséquent : la Caisse de Crédit Mutuel Saint Paul de Mulhouse, qui a apporté un financement sur l'ensemble de l'année 2018 à hauteur de 10 000 euros sur des actions citoyennes.



## À noter

Le CSC cherche à élargir son éventail de partenaires aux acteurs économiques du quartier. La démarche nous semble intéressante au regard des nécessités d'une animation globale du quartier.

## Pour aller plus loin :



**Joel TEXIER, Directeur Centre Social et Culturel Papin**

4 rue du GAZ à Mulhouse  
direction@cscpapin.asso.fr  
06 70 19 60 85



**Thiébaud WERLEN, Directeur du Crédit Mutuel Mulhouse Saint Paul**

thiebaut.werlen@creditmutuel.fr



**Cécile Sornin, Maire Adjointe, déléguée à la participation citoyenne**

Cecile.Sornin@mulhouse-alsace.fr



# VERS UN RÉSEAU D'ACHATS EN COMMUN, EN VRAC DANS LES QUARTIERS DE STRASBOURG



**Vers un Réseau d'Achats en Commun (VRAC) est un réseau de partenaires réunis autour d'une idée simple : l'accès pour tous-tes à des produits de qualité. Pour ce faire, ils-elles pratiquent le groupement d'achats auprès de 19 producteurs et fournisseurs (dont 11 locaux) s'adonnant à une agriculture certifiée « bio », ou a minima, raisonnée. En favorisant les circuits-courts et la livraison « en gros », VRAC évite les surcoûts et fixe un prix juste entre le producteur et le consommateur.**

**VRAC s'adresse prioritairement aux habitants-es des QPV. Toutes les stratégies sont déployées pour toucher la bonne cible : les prises et réceptions de commandes se font au sein des centres socio-culturels partenaires, appelés les « antennes VRAC » ; des temps d'animations ludiques et pédagogiques, des ateliers cuisine et/ou de dégustations sont organisés auprès des habitants-es, dans les écoles, les associations... lors d'événements locaux ou de petits-déjeuners partagés... pour créer un climat de confiance. Enfin, avec VRAC, on commande par à-coups, sans engagement dans le temps.**

## Enjeux

- ◆ Proposer un choix de consommation saine et durable aux habitant-es des quartiers en s'appuyant sur le collectif et les dynamiques locales.
- ◆ Développer de nouveaux marchés pour les producteurs locaux.

## Éléments de contexte

VRAC, testé durant une année grâce à l'appui de l'Association des Résidents de l'ESplanade (ARES), est né sous sa forme associative propre le 24 avril 2017. L'idée vient d'une expérience lyonnaise qui a servi de modèle au noyau de personnes qui l'ont initiée, avec diverses aides financières institutionnelles : le Fonds Social Européen (FSE), via la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) et la Région ; la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) ; la ville de Strasbourg ; les bailleurs sociaux CUS Habitat et Habitation Moderne ; la Fondation de la Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France (MACIF) ; le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) ; la Région Grand Est.

En 2018, en coopération avec d'autres associations, ce sont près de 400 adhérents-es et bénévoles qui constituent le réseau VRAC Eurométropole, réparti en 6 antennes, toutes implantées dans différents QPV de la ville (Koenigshoffen, Cité Spach, le quartier Libermann et le Neuhof).

VRAC s'est déjà vu remettre le prix régional de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en novembre 2017 par le réseau des CRESS.



## À noter

Au-delà de la dimension économique, la démarche VRAC est un vrai support pour un travail collectif avec les habitants-es des quartiers, qui s'apparente à une forme de travail communautaire.

## Pour aller plus loin :



**Emeric WOOCK, Président**

16 rue Edel 67 000 STRASBOURG

coordination-vrac-strasbg@laposte.net

**Emma KREBS, Coordinatrice de l'association**

07 81 62 94 49



**Sandra Guilmin, Chargée de mission**

**Economie Sociale et Solidaire**

03 68 98 65 92

sandra.guilmin@strasbourg.eu



**Damien LANG, Chargé de mission**

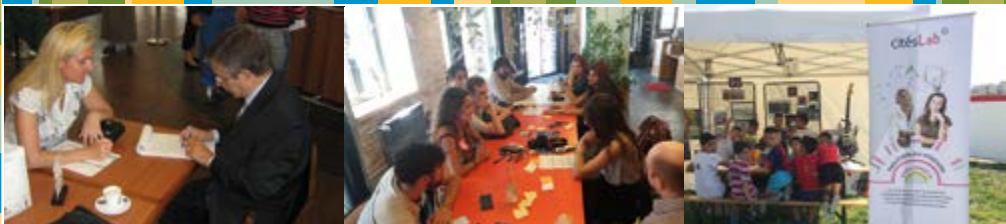
**Europe**

03 59 61 12 76 – 06 07 61 63 28

d.lang@cress-grandest.org







## ANNEXES

## BIBLIOGRAPHIE

*Tous ces documents sont disponibles en ligne.*

### ***Vers une nouvelle approche de l'impact social***

Rapport d'étude réalisé par la Fonda avec l'Avisé et le Labo de l'ESS, paru en juin 2018

### ***Favoriser le développement des entreprises sociales : recueil de bonnes pratiques***

Réalisé par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), Commission européenne, paru en décembre 2017

### ***Accompagnement au changement d'échelle des projets locaux socialement innovants. Analyse des rôles de l'acteur public***

Enquête publiée par le CGET et le 5ème pôle, parue en novembre 2017

### ***Etude sur l'innovation dans les quartiers de la politique de la ville***

Ouvrage collectif, édité par le CGET, paru en mars 2017

### ***Politique de la ville et ESS - Initiatives, analyses et éclairages***

Guide Repères du RTES, paru en octobre 2016

### ***Quelle politique de développement économique pour les quartiers prioritaires ?***

Etude réalisée par l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne, parue en octobre 2016

### ***Développement économique dans les quartiers : illusion ou renaissance ?***

Numéro 64 de la revue Les Cahiers du Développement Social Urbain, daté du deuxième semestre 2016

### ***Emploi et développement économique dans la politique de la ville***

Dossier du Bulletin d'information de l'ORIV, paru en janvier-février 2015

### ***Vers le développement économique urbain***

Ouvrage publié par l'Institut Régional de la Ville (IREV), Centre de ressource de la politique de la ville des Hauts de France, paru en juin 2015

### ***Le volet économique des contrats de ville. Contribution des Centres de ressources Politique de la Ville engagés dans la Mission nationale d'animation du développement économique urbain***

Livret paru en mars 2015

## SITOGRAPHIE

### **[www.apriles.net](http://www.apriles.net)**

Agence des Pratiques et Initiatives LocalES, portail d'initiatives en développement social local

### **[www.avise.org](http://www.avise.org)**

Agence de Valorisation des Initiatives Socio-Economiques (AVISE)

### **[www.caissedesdepotsdesterritoires.fr](http://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr)**

Plateforme de la banque des territoires de la Caisse des Dépôts

### **[www.carrefourdesinnovationssociales.fr](http://www.carrefourdesinnovationssociales.fr)**

Moteur de recherche des innovations sociales du CGET et de la Fonda

### **[www.citecap.resovilles.com](http://www.citecap.resovilles.com)**

Forum bi-annuel CitesCap porté par les Centres de Ressources Politique de la Ville (CRPV)

### **[www.entreprises-et-quartiers.fr](http://www.entreprises-et-quartiers.fr)**

Charte Entreprises et Quartiers

### **[www.fondations.org](http://www.fondations.org)**

Portail des fondations françaises

### **[www.gniac.fr](http://www.gniac.fr)**

Groupement National des Initiatives et Acteurs Citoyens (GNIAC)

### **[www.irev.fr/thematiques/developpement-economique](http://www.irev.fr/thematiques/developpement-economique)**

Page thématique « développement économique » de l'Institut Régional de la Ville (IREV), CRPV des Hauts de France

### **[www.i.ville.gouv.fr/developpement-economique.php](http://www.i.ville.gouv.fr/developpement-economique.php)**

Ministère de la Cohésion Sociale, page du portail consacré au développement économique et à l'emploi dans les quartiers prioritaires

### **[www.lelabo-ess.org](http://www.lelabo-ess.org)**

Labo de l'Economie Sociale et Solidaire

### **[www.mouves.org](http://www.mouves.org)**

MOUVement des Entrepreneurs Sociaux (MOUVES)

### **[www.paqte.fr](http://www.paqte.fr)**

Plateforme du PAQTE avec les quartiers pour toutes les entreprises

### **[www.rtes.fr](http://www.rtes.fr)**

Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES)

### **[www.scoop.it/t/actu-politiquedelaville](http://www.scoop.it/t/actu-politiquedelaville)**

Panorama des médias initié par le Réseau National des CRPV



## REMERCIEMENTS

Ce recueil est le fruit direct de plusieurs mois de travail, de recherches, de rendez-vous. Pour leur accueil, leur écoute, le partage de leurs réflexions, leurs propositions... nous remercions toutes les personnes rencontrées, qu'elles apparaissent ou non dans ce recueil.

Nous remercions les services de l'Etat (au sein des préfectures, de la direction régionale et des différentes Unités Territoriales de la DIRECCTE), ainsi que ceux des collectivités territoriales qui ont su nous orienter dans nos recherches d'expériences sur la région.

Ce recueil émane aussi de plusieurs années d'acculturation de notre équipe aux questions liées au développement économique. La mission nationale « développement économique urbain », portée par le CGET, soutenue par la Caisse des Dépôts et animée par Marie Laure Beauvils y a fortement contribué, autant que les équipes des autres Centres de Ressources Politiques de la Ville de France participant à cette mission.

Par conséquent, l'ORIV tient aussi à remercier toutes les personnes qui ont permis à cette mission de voir le jour et de nous mobiliser durant trois années.

Ce recueil a été réalisé grâce au soutien financier du CGET et de la DRDJSCS Grand Est.



**DRDJSCS**  
Direction Régionale et Départementale de la  
Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale

**cget**  
Commissariat  
général  
à l'égalité  
des territoires

Recueil réalisé par :



**Directrice de la publication :** Murielle Maffessoli

**Textes :** Johan Chanal, Caroline Oberlin

**Mise en page :** Delphine Stoquert, Citoyens & Territoires-Grand Est

Impression : Socosprint imprimeurs

Octobre 2018



Ce recueil a été réalisé avec l'équipe de  
Citoyens&Territoires-Grand Est

Ce recueil s'inscrit dans la continuité des travaux que l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV), Centre de Ressources Politique de la Ville du Grand Est, porte depuis plusieurs années autour des questions de développement économique urbain.

Il compte 20 actions et projets qui illustrent 20 façons différentes pour les acteurs économiques de se mobiliser sur les territoires prioritaires de la politique de la ville du Grand Est.

Ces actions sont autant d'idées au service des acteurs de la politique de la ville pour aller au-devant des acteurs économiques de leur territoire, pour solliciter et être force de proposition, pour réfléchir et agir ensemble, pour se lancer dans des actions et/ou élaborer des stratégies d'interventions...

Les acteurs économiques y trouveront aussi matière à alimenter leurs projections en termes de RSE, de recrutement, de communication et pourquoi pas même de développement.

Articuler le développement économique et le développement social urbain dans une logique « gagnant-gagnant » et dans une visée de développement territorial : c'est le défi de ce recueil qui donne à voir des réalisations déjà à l'œuvre sur les territoires.

Ce recueil constitue des opportunités d'essaimage pour créer du développement au service des habitants et habitantes des territoires.



Centre de ressources politique de la ville, intégration, discriminations - Grand Est

1, rue de la Course

67000 Strasbourg

tél. : 03 88 14 35 89

mail : [contact@oriv.fr](mailto:contact@oriv.fr)

[www.oriv.org](http://www.oriv.org)